

Après les élections du 4 mai : Madrid, capitale du Trumpisme européen - Et maintenant quoi ?

mardi 11 mai 2021, par [PASTOR Jaime](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mai 2021).

Sommaire

- [Nouvelle phase, anciennes \(...\)](#)
- [Et la gauche du PSOE ?](#)

« Je suis consciente que j'ai beaucoup de votes empruntés - provenant d'autres forces politiques-, il faudra l'analyser », Isabel Díaz Ayuso, *El País*, 5/05/2021.

De nombreux articles sont déjà parus ces jours-ci, dont certains sur notre site web, à propos des élections du 4 mai 2021 (4M). C'est pourquoi, dans cet article, je n'entrerai pas dans des références à des données très précises, mais j'essaierai de mettre en évidence les aspects qui me semblent les plus pertinents dans le nouveau scénario politique qui se dessine, ainsi que les conséquences que ces résultats peuvent avoir au-delà de la Communauté de Madrid.

Une conclusion préalable et indiscutable doit être faite et il est obligatoire de partir de celle-ci : l'ayusisme a obtenu une victoire électorale retentissante qui va avoir des effets au-delà de la capitale de l'État et même à l'échelle européenne, comme nous avons pu le vérifier avec les félicitations rapides que le leader du PP a reçues de Mateo Salvini, déterminé à aller forger un nouveau regroupement de l'extrême droite européenne et, en même temps, à trouver la recette qui lui permet de concilier le fait d'être un parti de protestation (xénophobe, surtout) et un parti de gouvernement soutenant le technocrate néolibéral Draghi.

Cette victoire s'est produite, en outre, avec un taux de participation, 76,2%, qui a été le plus élevé connu jusqu'à présent dans une élection dans la Communauté de Madrid. Malgré cela, et contre les attentes du bloc progressiste, cette augmentation s'est traduite par une plus grande mobilisation du vote en faveur de la droite et non de la gauche. Cela ne peut être compris sans reconnaître qu'Ayuso a réussi à obtenir, au-delà des doses classiques de néoconservatisme, de néolibéralisme et de nationalisme espagnol, un cadre de polarisation associé à l'unicité de Madrid dans la lutte contre la pandémie, représentée par elle contre le gouvernement de Sánchez, comme l'a bien décrit Juan Jesús González quelques jours avant 4M :

« La pandémie est devenue un facteur supplémentaire de polarisation en raison, d'une part, de la précarité de la stratégie gouvernementale face à une crise sans précédent ; et, d'autre part, du découragement et de la lassitude d'une opinion publique lassée des restrictions et impuissante devant l'ampleur des coûts économiques, sociaux et psychologiques de la pandémie » [\[1\]](#).

En effet, Ayuso a réussi à convertir son idée de liberté, réduite à une défense de l'entreprise commerciale, mais aussi du « droit de travailler et de consommer sans restrictions », répondant ainsi à la fatigue pandémique qui s'est répandue parmi une partie importante de la population

touchée. Elle a été présentée comme une voie de conciliation entre la santé et l'économie face aux errances du gouvernement Sánchez-Iglesias et au peu d'attention qu'il porte aux secteurs les plus lésés par l'état d'urgence, que ce soit sur le plan économique ou simplement dans leur état d'esprit. Ainsi, il a réussi à laisser au second plan le bilan désastreux de sa propre gestion de la crise sanitaire, surtout dans la première phase, à récupérer la plupart des votes qui, par le passé, allaient à Ciudadanos (le premier grand perdant du jour des élections) et à attirer une partie de l'abstentionnisme traditionnel et même une autre, bien que réduite, provenant de l'électorat du PSOE. Il s'agit également d'un vote clairement transversal en termes de composition sociale et territoriale, qui, s'il se consolide, pourrait signifier un bond en avant dans l'expansion du bloc social hégémonique qui s'est construit au cours des 26 années de gouvernements PP. Car il est clair qu'il y a eu une fraction non négligeable de votes capturés, négatifs, comme l'a reconnu la chef du PP elle-même le soir des élections. Il n'a pas été facile de contrecarrer ce soutien circonstanciel, mais, bien sûr, les mesures très limitées du gouvernement central et le climat antérieur d'accord social entre syndicats et employeurs n'ont pas aidé à démontrer par les faits qu'il existait une politique alternative.

Un autre fait en faveur du bloc réactionnaire a été le fait que Vox, bien qu'il ait perdu beaucoup de voix par rapport à celles qu'il avait obtenues lors des dernières élections générales, a pu résister à l'effet Ayuso en se consolidant comme force politique dans ses principaux fiefs. En plus de cela, le leader du PP a repris une partie de son discours et de ses propositions concrètes (contre l'euthanasie, contre l'avortement, contre les squatteurs...), alors qu'il n'en a quasiment pas parlé pendant la campagne. Il faut donc craindre que, même s'il n'est pas au gouvernement, Vox continue à fixer son agenda et à conditionner l'approbation des lois qui requièrent une majorité absolue.

Le deuxième grand perdant après Ciudadanos (Cs, un parti qui a suffisamment démontré qu'il ne représentait pas un centre politique encore à découvrir) a été le PSOE – pas seulement le PSOE à Madrid –, puisqu'il a obtenu les pires résultats de son histoire dans cette Communauté. La campagne de Gabilondo (téléguidée depuis la Moncloa et son gourou Iván Redondo), obsédée par l'idée de recueillir d'abord le vote des Cs et d'éviter de confronter Ayuso sur des questions centrales comme la politique fiscale ou la gestion de la pandémie, a pris un virage forcé après le débat du SER qui a fini par affaiblir sa crédibilité en tant qu'alternative. Ainsi, même si heureusement l'Espagne n'est pas Madrid, il est clair que cette défaite a une portée au-delà de la capitale et affecte le leadership de Pedro Sánchez, d'autant plus que lui et son gouvernement de coalition étaient une cible centrale des attaques de la campagne d'Ayuso. La démission de Gabilondo en tant que député et celle de son secrétaire général à Madrid n'exonèrent pas Sánchez de sa responsabilité et c'est ainsi que cette défaite continuera d'être perçue par son propre électorat, comme en profite déjà sa vieille concurrente Susana Díaz.

Le troisième perdant a été Podemos Unidas, avec Pablo Iglesias à sa tête. Car il est vrai qu'il a réussi à faire en sorte que cette formation soit présente dans le nouveau parlement, mais il n'a pas réussi à faire en sorte que l'augmentation de la participation électorale soit à son avantage, mais plutôt le contraire. Malgré le fait qu'il ait abordé d'autres thèmes tout au long de la campagne et que la candidature incluait des activistes représentatifs de différents mouvements sociaux, la priorité qu'Iglesias a donnée à la polarisation autour de l'axe antifasciste n'a pas réussi à la connecter avec des secteurs populaires moins politisés qui, au contraire, ont été contaminés par une campagne politique et médiatique brutale contre lui. Sa démission est la confirmation de son propre échec, ouvrant ainsi une nouvelle phase de Podemos, dont il reste à voir si elle garantit sa cohésion interne sans le leadership plébiscitaire qui s'est concentré autour de sa figure.

Au contraire, Más Madrid a été la seule force gagnante au sein du bloc progressiste, en s'appuyant sur une campagne autour d'un nouveau leader qui a mis l'accent sur des questions clés telles que la santé (« *curar Madrid* », guérir Madrid) et, surtout, a réussi à capter le mécontentement d'une

partie de l'électorat de la classe moyenne et ouvrière qui vote généralement socialiste.

Une nouvelle phase s'ouvre maintenant qui permettra à Ayuso de laisser libre cours à sa version particulière du néolibéralisme autoritaire et du nationalisme espagnol, tandis que le bloc progressiste devra faire face à un processus de recomposition dans lequel Más Madrid pourra atteindre une plus grande prééminence autour d'un projet néosocial-démocratique, vert et féministe qui a pour référence les Verts allemands.

Nouvelle phase, anciennes fractures

Au-delà de la Communauté de Madrid, le paysage politique connaîtra également des changements notables, même s'il est indéniable que le triomphe a été celui d'Ayuso et non du PP. Ce parti sort renforcé de ces élections, confiant qu'il bénéficiera de la décomposition des Cs dans d'autres régions autonomes, mais le leadership trumpiste-madrilène dont Ayuso a fait preuve est loin d'être exportable dans d'autres régions et pas seulement en Catalogne ou en Euskadi. Le test de la croissance du PP et de sa capacité à stopper la montée de Vox (bien que le mentor de Casado et Abascal, José María Aznar, ait déjà proposé une coalition stable entre les deux partis) se fera principalement en Andalousie, où il reste à voir si son président, Juan Manuel Moreno, décide finalement de convoquer des élections anticipées à l'automne prochain.

Par conséquent, une bataille s'engage au sein du PP pour savoir quel est le meilleur discours capable d'arrêter la montée de Vox sans manquer de ramasser les restes de Cs. C'est là qu'Ayuso fera compter sa victoire éclatante contre les barons et Casado lui-même, dont la dissociation de la motion de censure passée de l'extrême droite est désormais loin. Il faut donc prévoir une plus grande belligérance de Casado envers la coalition gouvernementale afin d'accentuer son usure indéniable, en exigeant sa rupture avec Podemos et les forces politiques souverainistes catalanes et basques, l'abandon des promesses modérées de dé-judiciarisation du conflit catalan (réforme du délit de sédition, grâces, table de dialogue), la négociation bipartite des fonds européens et le renoncement à certaines des promesses en matière de travail ou de fiscalité contenues dans l'accord de gouvernement avec UP. Tout cela dans le contexte d'une crise profonde de l'État autonome, avec différentes fissures qui restent ouvertes et qui permettront à Ayuso, comme elle l'a déjà avancé, d'agir comme « un contrepoids et un contre-pouvoir » de son gouvernement contre celui de Sánchez.

Il ne semble pas que le leader du PSOE va opposer une grande résistance à ces plans dans le domaine socio-économique, malgré les vents nouveaux en provenance des États-Unis - avec Biden en faveur d'une variante néokeynésienne du capitalisme compassionnel - et, surtout, les pires effets de la profonde crise écologique, économique, sociale et des soins, avec ses dérivés, qui se profile à l'horizon. Quoi qu'il en soit, au fur et à mesure que le processus de vaccination progresse et que la fatigue de la pandémie est surmontée, les promesses de l'arrivée de fonds européens (qui sont déjà annoncés comme un nouveau renflouement des grandes entreprises de l'Ibex 35) ne suffiront pas à neutraliser le malaise qui continuera à se répandre dans les couches populaires.

D'autre part, en ce qui concerne le conflit catalan, Sánchez sera confronté à un défi qui pourrait mettre en péril sa stabilité dans un gouvernement affaibli après le 4M : son retard continu à débloquer ce conflit, au moins en ce qui concerne la politique répressive, pourrait lui faire perdre le soutien parlementaire nécessaire pour contrecarrer l'offensive que le bloc PP-Vox entreprendra dans les prochains mois. Il devra faire un geste dans une direction ou une autre, maintenant que la béquille souhaitée des Cs a disparu, s'il veut éviter que la demande d'élections générales anticipées de l'opposition ne revienne au premier plan à l'automne.

Sánchez devra également faire face à des batailles internes en Andalousie et dans la même

Communauté de Madrid, désormais dirigée par un responsable contraint de résoudre un énième conflit pour la reconstruction d'un parti vieillissant qui s'est avéré avoir perdu l'ancrage dans des zones traditionnellement clés de son électorat. Une maladie qui, bien sûr, n'est pas seulement imputable à ce parti, mais qui est répandue dans la plupart des partis, de plus en plus oligarchiques et dépendants de leaderships charismatiques, dont la routinisation et l'attrition tendent à être rapides en ces temps turbulents.

Et la gauche du PSOE ?

C'est pourquoi la crise dans laquelle pourrait entrer l'UP dans ses deux composantes - Podemos et IU - et entre elles n'est pas de bon augure. La bureaucratisation accélérée de Podemos et l'insertion de IU dans le même processus, dix ans après la naissance du 15M, sont déjà pratiquement irréversibles. A cela s'ajoute le fait que sa continuité dans la coalition gouvernementale ne manquera pas d'accentuer son érosion devant la base sociale de la nouvelle classe moyenne dont elle est issue, à quoi s'ajoutera l'entrée dans un processus de débat et de remplacement interne qui peut l'aggraver encore plus si possible. Un vide dont Más País peut profiter, au moins partiellement, au-delà de Madrid pour tester son extension, seul ou, comme c'est déjà le cas avec Compromís - force politique de la communauté de Valence -, en alliance avec d'autres forces au niveau régional.

Face à cette sombre perspective, même les principales forces politiques souverainistes de gauche ne parviennent pas à avancer dans la construction d'une « opposition qui s'oppose » (pour reprendre le vieux titre d'un ouvrage de José Manuel Naredo) au néocaciquisme de plus en plus transnationalisé qui est à l'origine de ce régime monarchique et le soutient. Dix ans après le 15M et le potentiel rupturiste qui est né avec cet événement, son esprit a été pratiquement dilapidé avec la dérive transformiste de la force politique qui aspirait à être l'exposant de ses revendications dans les institutions. Même la régénération de ce régime irréformable (sinon pour le pire) n'a pas eu lieu et la fracture entre l'ancienne et la nouvelle politique a été oubliée.

Il n'y aura pas de reconstruction d'une gauche qui renoue avec cet héritage d'indignation et d'exigence de démocratie réelle sans créer les conditions d'une nouvelle vague de mobilisations et d'auto-organisation populaires capable d'affronter le nouveau bond en avant de la doctrine du choc qui nous menace dans les temps à venir. Il est maintenant temps, comme le proposent d'autres articles récemment publiés dans *Viento sur*, de faire un effort pour configurer un pôle social et politique alternatif à partir de l'autonomie et du protagonisme d'organisations sociales renouvelées et ancrées territorialement dans leurs villes, quartiers et villages. Car, comme l'a rappelé Cristina Martín, « la pédagogie sociale et politique ne suffit pas. Ce qu'il faut, ce sont des actions. Ressources, argent, mesures matérielles. Nous devons construire des quartiers. Centres sociaux, maisons de village, sport de proximité » [2].

Nous devons le faire avec humilité et en contestant les cadres de polarisation qui nous sont imposés d'en haut, mais sans nous y adapter, afin de « ne pas nous tromper ni nous dénaturer », comme l'a recommandé Manuel Sacristán contre la dérive eurocommuniste qui, à l'époque de la mythique Transition dirigée par Santiago Carrillo. Parce que de nombreux travailleurs qui ont voté pour Ayuso verront bientôt qu'après la fin (?) des restrictions subies pendant cette dernière période, la liberté, si elle n'est pas accompagnée de la lutte pour l'égalité et la solidarité, deviendra pour eux un mot vide de sens face à une nouvelle phase de pillage du public et du commun par l'oligarchie parasitaire qui nous domine. C'est pourquoi nous devons exiger avec d'autant plus de raison, comme le propose Wendy Brown [3], « une notion de liberté qui inclut la liberté face au manque, la liberté face au désespoir et à la précarité, la liberté face à l'impuissance du sans-abrisme. La liberté de, mais aussi la liberté de : la liberté de réaliser nos rêves, pas seulement de survivre ; la liberté de choisir, pas

seulement de se faire avorter ou de choisir avec qui coucher - ce qui est important - mais aussi la liberté de construire des vies, de construire des communautés et des mondes dans lesquels nous voulons tous vivre ».

Il n'y a pas de recettes magiques pour vaincre la droite, mais il y a des leçons à (dé)tirer de ce qui s'est passé si nous voulons éviter que la tragédie vécue dans ce 4M se répète dans deux ans à Madrid et ailleurs dans l'État. Et la tâche commence maintenant, sans leur laisser de répit, en faisant des pas en avant vers la reconstruction d'un front social contre-hégémonique qui aura sa traduction politique, non pas d'en haut, mais d'en bas.

Jaime Pastor

P.-S.

- Source originale :
<https://vientosur.info/madrid-capital-del-trumpismo-europeo-y-ahora-que/>
 - Jaime Pastor est politologue et rédacteur en chef de *Viento sur*.
-

Notes

[1] « El 4-M y el juego de la identidad », *El Mundo*, 21/04/2021.

[2] https://ctxt.es/es/20210501/Firmas/35964/elecciones-madrid-cinturon-rojo-sur-podemos-4m-ay-uso-usera-cristina-martin-gomez.htm?utm_campaign=paseo-semanal-de-7-de-mayo&utm_medium=email&utm_source=acumbamail

[3] <https://tintalimon.com.ar/post/si-no-trabajamos-en-la-resignificaci%C3%B3n-de-la-libertad-perderemos-esta-batalla/>